

Canadair Limitée—Loi

Madame la Présidente, est-ce que nous avons les garanties de ce gouvernement concernant l'avenir des emplois pour les personnes qui travaillent pour la Canadair?

Est-ce que nous avons maintenant des garanties qu'il y aura des technologies importantes ici au Canada dans l'avenir pour l'industrie aérospatiale? Est-ce que nous avons des garanties importantes pour la région de Montréal? Et est-ce que le prix est un bon prix pour le Canada, parce que nous avons payé comme Canadiens et Canadiennes durant les derniers 10 ou 15 ans quelque 2.2 milliards de dollars pour la Canadair? Et maintenant nous avons des suggestions du ministre à l'effet que nous pouvons recevoir seulement 120 millions de dollars pour la Canadair.

Qu'est-ce qu'est l'histoire de la Canadair, madame la Présidente? La Canadair était achetée par le gouvernement Trudeau il y a 10 ans, en 1976, de la General Dynamics. C'était acheté parce que la General Dynamics a eu un problème. Il y avait la possibilité d'une faillite de cette société pour les personnes qui ont travaillé dans ce secteur. La Canadair est maintenant numéro 1 dans l'industrie aérospatiale au Canada. Et depuis 1944, il y a 42 ans, cette industrie a produit quelque 4 000 avions ici au Canada et de ces 4 000 avions, elle a produit quelque 600 avions à réaction au Canada. Et je sais, madame la Présidente, que vous êtes d'accord avec moi lorsque je dis: Un grand succès de la Canadair, c'était la construction de son avion le *Challenger*. Le *Challenger* était un succès, mais un grand succès parce que le gouvernement a subventionné massivement la recherche et le développement pour cet avion important qui était vendu partout dans le monde.

Une autre chose au sujet de la Canadair: cette société canadienne comme beaucoup de sociétés aérospatiales a beaucoup de contrats avec les militaires, non seulement les militaires canadiens, mais aussi avec le Pentagone aux États-Unis et l'OTAN.

Une autre chose, et j'ai déjà mentionné que cette question est importante pour les personnes de Montréal. Il y a quatre usines de la Canadair, trois sont situées à Ville-Saint-Laurent—Ville-Saint-Laurent est une banlieue de Montréal—et une autre à Dorval où il y a maintenant 4 500 emplois. Madame la Présidente, c'est une industrie qui est très importante pour Montréal, pour la Province de Québec et pour le Canada. Et comme je l'ai dit, c'est une question importante au point de vue de notre philosophie vis-à-vis du développement de l'avenir de notre pays.

[Traduction]

Il s'agit d'une industrie fort importante pour ce qui est de la technologie et de notre avenir en tant que pays. L'industrie aérospatiale doit connaître un véritable développement dans l'avenir. Il suffit d'examiner le cas de la plupart des pays du monde pour s'apercevoir que les gouvernements investissent énormément dans l'industrie aérospatiale et y participent activement.

• (1610)

Je voudrais inviter mes collègues conservateurs à se demander pourquoi ils privatisent cette entreprise et pourquoi ils se lancent dans la privatisation. Je crains que certains conservateurs aient une idée fixe et qu'ils veuillent privatiser le plus possible certaines des grandes sociétés d'État. Il se peut que

certaines doivent l'être. Je ne prétends pas qu'on devrait, dans tous les cas, maintenir le *statu quo* à jamais. Cependant, ne privatisons pas à tort et à travers.

Examinons l'historique et l'idéologie du parti conservateur. De sir John A. Macdonald jusqu'à John Diefenbaker, les conservateurs ont toujours cru que l'État avait un rôle à jouer par l'entremise des sociétés de la Couronne.

M. Boyer: Bravo!

M. Nystrom: Un de mes collègues conservateurs a dit «Bravo!» et il a raison. C'est au parti conservateur que nous devons la Société Radio-Canada, le CN et bien d'autres de nos grandes sociétés de la Couronne.

[Français]

Madame la Présidente, il y a longtemps que le parti conservateur a créé la Société Radio-Canada ainsi que la Commission canadienne du blé et d'autres sociétés de la Couronne qui sont très importantes maintenant au pays. Mais c'était un parti conservateur différent, qui était plus progressiste que le parti conservateur actuel.

[Traduction]

Le parti conservateur national n'a pas été le seul à s'intéresser aux institutions publiques. Il y a quelques années, le premier ministre de l'Ontario, M. Bill Davis, a acheté des actions de la Suncor. Peter «Le Rouge» Lougheed a lancé la Pacific Western Airlines en Alberta. En outre, il a investi des fonds publics dans le secteur pétrolier et y a souscrit du capital pour sa province. Le parti conservateur a de toujours reconnu l'importance de la participation publique des sociétés d'État dans l'économie.

J'exhorte mes collègues conservateurs à ne pas s'emballer en privatisant bon nombre de nos grandes sociétés d'État et institutions nationales. A titre d'exemple, le député de York-Est (M. Redway) a déclaré qu'il avait envoyé un questionnaire à ses électeurs; les résultats ont révélé que, dans une proportion de 51 p. 100 les gens souhaitent la privatisation de telle entreprise, 65 p. 100 de telle autre, 70 p. 100 d'une troisième, ainsi de suite. Que le député évite de se leurrer.

Quand le député de Yellowhead (M. Clark) est devenu premier ministre en 1979, il a voulu privatiser Petro-Canada. De ce fait, il a perdu l'appui de la population. Il a également perdu un vote de confiance tenu à la Chambre en décembre 1979, ce qui a entraîné sa défaite comme premier ministre neuf mois après son élection. Quand les Canadiens ont compris que Petro-Canada risquait de disparaître, ils se sont retournés en bloc contre le parti conservateur dirigé par l'ancien premier ministre et ils ont voté pour un grand nombre de néo-démocrates et de libéraux.

Je me souviens très bien de l'histoire de Petro-Canada. À l'époque du gouvernement minoritaire de 1972 à 1974, les députés du Nouveau parti démocratique avaient posé comme condition de la bonne marche du Parlement la création d'une société d'État dans l'industrie pétrolière. Je suis très fier du rôle qu'ont joué Stanley Knowles, David Lewis et d'autres entre 1972 et 1974 en vue de convaincre M. Trudeau d'accepter l'idée d'une société d'État dans le secteur pétrolier, société qui fut baptisée Petro-Canada par la suite. J'ai été très fier de participer durant quelque temps aux travaux du comité qui étudiait cette question.